



# LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



Vol. 8 No.1 Avril 2005

## A L'INTERIEUR...



11



13



## La SADC à 25 ans Empreintes et défis du développement régional

POLITIQUE	3
PLANS	4
AGRICULTURE	5
SECURITE ALIMENTAIRE	6
INNOVATIONS	7
STRUCTURES	8-9
ELECTIONS	10
TRANSITIONS	11
COMMERCE	12
PERSPECTIVES	13
LITTERATURE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

**LE MARCHÉ** de la SADC a plus que triplé pendant l'histoire longue de 25 ans de l'organisation, créant l'une des conditions nécessaires pour une Zone de Libre Echange, que la région prévoit de finaliser d'ici 2008.

D'une population de quelques 60 millions en 1980 lorsque l'organisation a été formée en tant Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC), le marché compte maintenant plus de 200 millions de consommateurs.

La hausse démographique soudaine est attribuée à l'expansion naturelle ainsi qu'aux nouveaux états membres qui y ont adhéré durant ces années, passant de 9 nations au nombre actuel de 13 états membres.

L'objectif à long terme de la SADC est d'avoir un Marché Commun en 2015 ce qui signifierait un tarif externe commun et finalement en 2016, une année plus tard, une devise commune.

La région prévoit de transiter à travers un Syndicat des Douanes en

2010, d'une manière différentielle, précédé par la Zone de Libre Echange.

Cependant, tout cela dépendra de la mise en oeuvre réussie du Protocole de Commerce, qui a commencé en 2000. Le protocole prévoit une élimination progressive des taxes de douanes ou tarifs et barrières non-tarifaires au commerce. D'ici 2008, tous les produits commercialisés au sein la SADC devront être substantiellement exemptés de frais de douane.

Le Secrétaire Général de la SADC, Prega Ramsamy, explique que les consommateurs devrait être les plus grands bénéficiaires d'une Zone de Libre Echange "parce qu'ils obtiennent généralement de meilleurs produits à prix plus bas."

"Il explique qu, 'au niveau national, il y aura plus d'opportunités de marché internes de demande et accès ainsi que plus de compétition qui fourniront de meilleurs articles et services pour les consommateurs. "

*suite à la page 2*

# Empreintes et défis du développement régional

suite de la page 1

## Energie

La création de la réserve d'énergie commune de l'Afrique Australe a assuré un approvisionnement en électricité consistant et fiable pour tous les états membres y compris les non producteurs.

De nouveaux projets tels que le Projet d'Energie du Corridor Occidental, qui vient juste de s'étendre à tous les pays de la SADC, réduira les soucis d'énergie de la région.

## Corridors de développement spatial

Au cours de ses 25 ans d'histoire, la SADC a transformé les corridors de transport traditionnel en Corridors de Développement Spatial, créant de vastes opportunités pour les investisseurs locaux et étrangers.

Les corridors de Beira, Maputo et Walvis Bay sont quelques uns des exemples réussis, tandis que le corridor de Mtwara, prévu pour relier le port tanzanien avec le Mozambique, Malawi et Zambie orientale, est l'un des nombreux projets dans la région encore au stade embryonnaire.

Traditionnellement, les pays enclavés dans la SADC se sont fiés au transport routier de la côte est à l'océan indien. Cependant, le Corridor de Walvis Bay – relié par les autoroutes du Trans-Kalahari et du Trans-Capivi – fournissent désormais des alternatives de portail vers l'océan atlantique à l'ouest.

Le Projet de Fonte de l'Aluminium du Mozambique (Mozal), une partie du Corridor de Maputo, représente récemment l'une des plus grandes entreprises d'investissement, employant des milliers de mozambicains et un nombre significatif de personnel supplémentaire de la région de la SADC.

## Ressources humaines

Tandis que le chômage reste élevé dans nombre de nations de la SADC, le mouvement intra-régional des compétences et "l'exode de cerveau" externe a laissé les états membres sérieusement vulnérables dans des

secteurs essentiels tels que l'ingénierie et la santé.

La SADC ne peut se permettre d'utiliser ses rares ressources pour la formation de personnes dont l'expertise bénéficiera aux pays qui en ont le moins besoin. Afin de les décourager à regarder vers le nord pour de verts pâturages, les experts ont besoin de meilleurs défis chez eux, mais, encore plus important, des conditions de travail plus favorables.

## VIH et SIDA

La plus grande menace aux ressources humaines de la région est la pandémie du VIH et SIDA. La SADC est la région la plus affectée au monde et ses dirigeants ont répondu par l'adoption d'une vision commune et une plateforme pour action.

La Déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA adoptée en juillet 2003 identifie les zones prioritaires qui comprennent l'accès aux soins, l'administration de test et de

traitement; la prévention et la mobilisation sociale; la mobilisation de ressource ; une approche orientée vers le développement; le contrôle et l'évaluation.

## Agriculture et sécurité alimentaire

Au cours plus de deux décennies et demi de l'engagement de la SADC dans le développement régional, l'agriculture est demeurée l'épine dorsale des économies de la plupart de états membres. Tandis que le secteur agricole est maintenant relativement développé, de meilleures méthodes de culture et plus d'investissement sont requis surtout pour l'obtention d'équipement et machinerie modernes.

La réapparition du cycle de sécheresse durant ces deux dernières décennies a sérieusement exposé la région et servi de brusque rappel que les nouvelles politiques doivent assurer une sécurité alimentaire durable.

Les dirigeants de la SADC ont répondu par la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire de mai 2004, qui cherche à remanier la production agricole. Une des clauses les plus critiques de la déclaration est de s'éloigner de la dépendance sur l'agriculture sujette aux précipitations et de mettre plus de terres arables sous irrigation.

De plus pour accroître l'investissement dans le matériel d'irrigation, la difficulté relative est de construire plus de barrages, quoique ceux-ci puissent affecter de façon adverse le flot des eaux en aval, dans le même pays ou dans les pays voisins.

L'autre difficulté a toujours été d'assurer que les ressources naturelles telles que la terre et l'eau soient utilisées d'une manière durable, et la région se positionne fermement pour soutenir le concept international de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

## Protocoles

Depuis son émergence en 1992, la SADC a adopté un total de 30 protocoles et déclarations pour harmoniser les politiques et la législation dans nombre de domaines y compris les ressources naturelles.

La plupart de ces protocoles sont maintenant en vigueur. Cependant, il faut faire plus pour garantir une synthèse avec la politique nationale.

## Paix et sécurité

Les accomplissements les plus marquants sont l'accès à l'indépendance de la Namibie en 1990, et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud en 1994, qui a mis fin à la guerre civile au Mozambique en 1992 et en Angola en 2002.

Ayant subi plusieurs transformations, y compris la récente restructuration de ses institutions, la SADC peut regarder en arrière sur les accomplissements des 25 années passées pour inciter plus à une intégration et développement régionaux.

Le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS) est la carte routière vers la destination d'un Marché Commun en 2015.

## Une devise unique pour l'Afrique Australe est possible d'ici 2016

**LE GOUVERNEUR** de la Banque Centrale d'Afrique du Sud, Tito Mboweni, a exprimé sa certitude sur la possibilité d'une devise commune pour la SADC d'ici 2016.

Après avoir accueilli un sommet des gouverneurs de Banque Centrale à la Ville du Cap, il déclare que la région est déterminée en ce qui concerne l'introduction d'une devise unique gérée par une seule banque centrale.

L'union monétaire serait introduite en 2016, à la suite de la mise en place, l'année précédente d'un marché commun, avec une libre circulation de la main d'oeuvre et des capitaux.

Mboweni reconnaît les difficultés et souligne qu'il y a beaucoup à faire si l'on veut atteindre les objectifs.

"Nous commençons d'une position dont nous définissons les conditions comme inadéquates pour une intégration complète, mais nous voulons y parvenir, alors nous devons passer par ces phases," explique-t-il dans une interview pour le Business Times.

Les convergences clés sont :

Une inflation à un seul chiffre d'ici 2008 et un plafond de 5 pourcent d'ici 2012 ;

Des déficits budgétaires inférieurs à 5 pourcent du PNB d'ici 2008 et dans une tranche de un pour cent autour de 3 pour cent d'ici 2012 ;

Une valeur nominale de la dette publique et de la dette publique garantie, inférieure à 60 pour cent du PNB d'ici 2008 ; et

Une couverture d'importation d'une durée de trois mois d'ici 2008 et d'une durée de six mois d'ici 2012.

Le gouverneur a mis en place dans son bureau, un secrétariat de quatre membres à plein temps pour mener les préparations de l'Afrique du Sud vers l'intégration.

# Introduction du Plan Directeur de 15 ans de la SADC

par Munetsi Madakufamba

LA MISE en oeuvre de la stratégie de développement de la SADC pour 2005 est maintenant enclenchée suite à l'approbation de son budget annuel et ses business plans par le Conseil des Ministres lors de son premier sommet de l'année en février à l'Île Maurice.

Le conseil a approuvé un énorme budget de 37,5 million \$US, représentant une augmentation de plus de 100 pour cent par rapport à l'année précédente.

Interrogé après la réunion, le Secrétaire Général de la SADC a expliqué que l'énorme bond dans le budget annuel a été rendu nécessaire par la nouvelle stratégie de lancement des deux plans de développement de l'organisation, et l'élargissement de la structure du personnel au niveau du Secrétariat.

La SADC parvient à la fin d'un long exercice de restructuration qui a des opérations centralisées au Secrétariat basé au Botswana, et a donné naissance à deux plans à long terme - Le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS) et le Plan Stratégique Indicateur pour l'Organe (PSIO) sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité.

Une Conférence Consultative des partenaires de la SADC prévue à l'Île Maurice du 25 au 27 avril afin de rallier un soutien financier pour les

## Nouvelles procédures de recrutement

LE CONSEIL des Ministres de la SADC a approuvé de nouvelles procédures de recrutement basées sur un système de quota. Aucun état membre ne peut assumer plus d'une position parmi les sept au niveau supérieur - les postes de secrétaire général, directeur général et les quatre directeurs. De plus, au moins un des trois postes supérieurs doit être pourvu par une femme. Pour les postes vacants, les états membres sont désormais requis de présenter quatre candidats dont 50% devront être des femmes.

## Objectifs de la SADC

Fond pour le développement régional de la SADC et mécanisme d'auto-financement	2005
Elimination des contrôles d'échange sur les transactions intra-SADC	2006
Zone de libre échange	2008
Syndicat des douanes de la SADC, tarif externe commun	2010
Accord de Marché Commun	2015
Banque Centrale de la SADC, préparation pour une devise unique de la SADC	2016

deux plans de développement a été reportée au mois d'octobre. Le lieu est encore à confirmer.

Ramsamy explique que l'ajournement avait deux raisons - le niveau de représentation confirmée de la part des bailleurs de fonds ne comptait pas assez de membres au niveau supérieur par rapport à celui de la SADC qui est au niveau ministériel, et afin de permettre aux états membres assez de temps pour apporter leurs contributions dans les documents techniques

"Nous allons maintenant amorcer une campagne pour encourager nos partenaires de coopération à envoyer des délégations au niveau ministériel," continue Ramsamy. Il ajoute que cet ajournement ne portera pas préjudice à la mise en place des plans de développement puisque la SADC ne compte pas entièrement sur les fonds des bailleurs.

En ce qui concerne la menace de pénurie d'énergie dans la région, les ministres ont chargés le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe d'organiser une Conférence Régionale sur l'Investissement en Électricité en Namibie en Juin 2005. La conférence est supposée mobiliser des ressources pour financer la production d'énergie et la transmission de projets.

Le sommet de la SADC en août dernier a exprimé sa forte préoccupation que d'ici 2007 la région aura épuisé sa capacité de production de surplus d'énergie si aucun projet nouveau n'est amorcé. Un comité d'organisation a donc été établi, composé des ministres de l'énergie de l'Angola, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Le conseil a également ordonné l'expansion du Project du Corridor Occidental - initiative d'opération conjointe sur l'énergie impliquant l'Angola, le Botswana, la République Démocratique du Congo, la Namibie et l'Afrique du Sud - à tous les pays

de la SADC. Ceci devrait être soutenu par une large représentation des ministres de la SADC au comité d'organisation.

Les ministres ont remarqué que les négociations multilatérales actuelles entre l'Union Européenne (UE) et des groupes régionaux individuels tels que la SADC sèment la discorde.

L'UE négocie des accords de partenariat économique avec des groupements individuels à l'opposé du large groupe de nations Africaines, Caribéennes et Pacifiques (ACP).

Les négociations ont présenté un certain nombre de difficultés y compris le fait que plusieurs pays de la SADC sont membres d'autres groupes régionaux participants également dans le processus. Ceci inclut le Syndicat des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

Un comité d'ambassadeurs accrédités pour le Botswana a été formé pour jouer un rôle consultatif

au niveau du Secrétariat et des états membres. Le Botswana est le négociateur en chef de la SADC à l'UE sur les accords de partenariats économiques.

La fin des négociations est prévue pour 2008, qui coïncidera avec la création d'une Zone de Libre Echange de la SADC.

## Forum SADC-Inde

LE CONSEIL a approuvé la tenue de la session inaugurale du Forum SADC-Inde le 28 avril à l'Île Maurice, au niveau ministériel. Le programme comprend :

- l'agriculture, en particulier l'irrigation, l'agro-ingénierie, l'exploitation agricole sur terre aride et la technologie des semences ;
- commerce et investissement ;
- gestion des ressources hydrauliques ;
- promotion des industries moyennes et développement entrepreneurial;
- narcotique et pharmaceutique ;
- développement des ressources humaines ; et
- technologies d'information et communication.



# Les business plans 2005/2006

**DANS UNE** tentative de débloquer et opérationnaliser le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), la SADC a développé des business plans et des budgets pour 2005/2006, portant principalement sur les quatre conseils d'administration et les deux unités. Les business plans résument les zones prioritaires pour la période 2005/6, qui sera le tremplin pour atteindre les objectifs à long terme du plan stratégique de 15 ans. Lors du sommet de février à l'Île Maurice, le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé les business plans.

## Conseil d'Administration pour le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement

Les défis immédiats du conseil d'administration incluent le renforcement de l'intégration de marché, l'affermissement d'une compétitivité productive, ainsi que le développement des marchés financiers et de capitaux. Également d'importance est la démarche vers la coopération monétaire, la convergence macro-économique, la promotion des investissements intra-SADC et des investissements étrangers directs.

### Zones d'interventions CIFI 2005/6

intégration du marché des produits et services;  
développement du marché financier et capital;  
réalisation d'une coopération monétaires plus approfondies;  
réalisation d'une convergence macro-économique;  
augmentation des niveaux d'investissements intra-SADC et des Investissements Étrangers Directs (IED); et participation efficace en conformité avec les accords internationaux.

## Conseil d'administration pour l'Alimentation, l'Agriculture & les Ressources Naturelles

Le conseil d'administration travaille surtout dans cinq secteurs – la sécurité alimentaire, le développement de la culture, le développement d'exploitation du cheptel, la gestion des ressources naturelles et la recherche et le développement.

Les difficultés dans le domaine de la sécurité alimentaire auxquelles la SADC est confrontée exigent une productivité accrue, une élimination des déficits alimentaires et une expansion du commerce des produits agricoles.

### Zones d'intervention DSHPS 2005/6

Développer et fournir assistance aux capacités humaines;

Développer des pratiques, attitudes et valeurs culturelles positives;  
Accroître l'utilisation des capacités humaines; et  
La disponibilité et accès à l'information.

## Conseil d'administration pour l'Infrastructure et les Services

La fonction primaire est de promouvoir la provision d'infrastructures régionales adéquates, interconnectées et efficaces. Les secteurs clés sont le transport, les communications et la météorologie, l'énergie, le tourisme et l'eau.

### Zones d'intervention IS 2005/6

provision d'infrastructures et services de transport adéquats, intégrés et efficaces;  
provision de services et infrastructures adéquats, intégrés et efficaces pour la communication et la météorologie promotion du tourisme en tant que moyens pour un développement durable et une intégration régionale;  
faciliter l'adoption et la mise en oeuvre du plan stratégique; et  
gestion intégrée des ressources hydrauliques et développement des infrastructures y afférant qui contribuent à l'intégration régionale et l'éradication de la pauvreté.

## Conseil d'administration pour l'Infrastructure et les Services

La fonction primaire est de promouvoir la provision d'infrastructures régionales adéquates, interconnectées et efficaces. Les secteurs clés sont le transport, les communications et la météorologie, l'énergie, le tourisme et l'eau.

### Zones d'intervention IS 2005/6

provision d'infrastructures et services de transport adéquats, intégrés et efficaces;

provision de services et infrastructures adéquats, intégrés et efficaces pour la communication et la météorologie; promotion du tourisme en tant que moyens pour un développement durable et une intégration régionale;  
faciliter l'adoption et la mise en oeuvre du plan stratégique; et  
gestion intégrée des ressources hydrauliques et développement des infrastructures y afférant qui contribuent à l'intégration régionale et l'éradication de la pauvreté.

## Unité des Statistiques

### Résumé des zones d'intervention 2005/6

développement d'une structure légale en statistiques;  
harmonisation des statistiques dans la région de la SADC; et  
développement de la capacité statistique dans la SADC.

## Unité sur le VIH et SIDA

### Résumé des zones d'intervention 2005/6

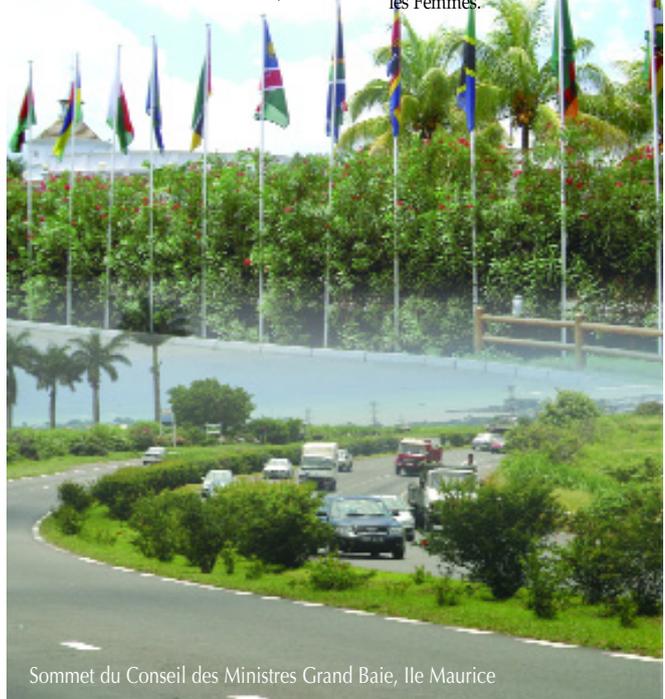
Développement et harmonisation des politiques;  
Renforcement des capacités et intégration du problème VIH et SIDA dans toutes les politiques et programmes de la SADC;  
Faciliter la sensibilisation technique, la ressource de réseaux, la

collaboration et coordination; et  
Faciliter le contrôle et l'évaluation de la réponse régionale multi-sectorielle.

## Unité sur la Problématique des Sexes

### Résumé des zones d'intervention 2005/6

Développement d'une structure régionale explicite sur la politique de problématique des sexes et harmonisation des politiques sur la problématique des sexes;  
Intégration de la problématique des sexes dans les structures et institutions de la SADC;  
Développement et mise en oeuvre au niveau régional de l'habilitation des femmes dans divers zones sectorielles;  
Communications, partage d'information, renforcement de la coalition et gestion de réseau;  
Formation et renforcement de capacité des machineries nationales de personnel, formateurs nationaux et régionaux, décideurs et autres dépositaires clés sur les concepts, les analyses, la sensibilisation et l'habilitation des compétences;  
Contrôle et évaluation de la Plate forme de Beijing pour Action, la Déclaration de la SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement et son addendum, la CEDAW, la Charte Africaine sur les Femmes, la



Sommet du Conseil des Ministres Grand Baie, Île Maurice

# Soutien de la SADC pour le programme agricole du NEPAD

LES MINISTRES de l'agriculture, finances, commerce et industries des états membres de la SADC ont promis leur soutien au Programme du NEPAD pour le Développement d'une Agriculture Africaine Compréhensive (PDAAC).

C'est une initiative du NEPAD pour promouvoir les interventions qui répondent le mieux aux difficultés agricoles du continent.

Pendant le lancement du CAADP/ Afrique Australe à Maputo, les ministres ont convenu de mettre en place un coordinateur CAADP au Secrétariat de la SADC, ainsi qu'un comité consultatif de haut niveau lié aux organismes nationaux pour garantir l'exécution.

Le Secrétariat du NEPAD a convenu de suivre aux moyens de consultations immédiates pour garantir que les ressources soient identifiées pour la nomination d'un coordinateur du CAADP affilié à la SADC.

Les plans d'action présentés par les délégués lors du sommet de Maputo couvraient de l'expansion de l'irrigation à petite échelle et la collecte d'eau, à la réforme agraire, le renforcement de capacité pour les organisations agricoles, et un budget

pour le système de traçage.

Les officiels de la SADC ont exprimé leur engagement à aligner les budgets agricoles à la structure du CAADP afin qu'au moins 10 pour cent des budgets nationaux soient alloués à l'agriculture.

Le développement agricole occupe une place importante dans le plan stratégique régional de la SADC, qui fournit une structure pour l'intégration économique et le développement social de la région.

La Banque Africaine pour le Développement (BAD) a promis de continuer à soutenir financièrement les états membres pour leurs efforts dans le domaine de la réduction de la pauvreté et pour garantir la sécurité alimentaire.



## Action pour accélérer les projets NEPAD clés

LES DEBATS d'un atelier de haut niveau sur le renforcement de capacité dans les Communautés Economiques Régionales (CER) pour avancer la mise en place de projets NEPAD clé pour l'infrastructure, tenu dans la capitale nigériane, Abuja, ont porté sur :

L'identification ou confirmation des projets prioritaires prêts à la mise en oeuvre, y compris les capacités, les ressources et autres soutiens requis, dans des délais fixés et convenus, y compris les interventions politiques nécessaires pour accélérer la mise à exécution ;

Un plan d'Action sur le renforcement de capacité pour les CER et les institutions pertinentes pour la mise en oeuvre des projets prioritaires du NEPAD dans les délais convenus ;

La définition des responsabilités parmi les divers dépositaires – CER, Commission de l'UA, le Secrétariat du NEPAD, les bailleurs de fonds et autres partenaires pour le développement – afin d'en assurer la mise en oeuvre ;

Un Plan d'Action pour l'établissement des équipes de travail CER afin de superviser l'exécution du NEPAD dans chaque région avec des dates cibles définies ; et

La définition des responsabilités parmi les dépositaires afin d'assurer que les équipes soient établies comme prévues.

## Le Demo e-School NEPAD prêt pour le lancement

L'INITIATIVE NEPAD e-School est prête à aborder la phase de démonstration. Ceci a été convenu lors du deuxième atelier de l'organisme de coordination, à Pretoria.

La phase de démonstration sera menée dans 20 pays sur une période de 12 mois. Ceci implique de briefer les participants sur le type d'équipement, logiciel, formation et renforcement de capacité requis pour avoir tous les attributs d'une e-School NEPAD.

Les premières écoles de démonstration ont été lancées en avril, dans les régions de l'Afrique du nord, l'Afrique de l'ouest francophone, l'Afrique de l'ouest anglophone et l'Afrique de l'est, centrale et australe. Un minimum de quatre

écoles seront prêtes dans chaque région.

L'objectif de la démonstration est d'accroître un organisme de connaissance pour informer le lancement d'une initiative e-School NEPAD plus large.

L'atelier a convenu d'une structure de mise en place, y compris la coordination au niveau continental par la Commission e-Afrique, et les responsabilités des pays au niveau local.

Le financement de ce projet a été garanti par le Partenariat de la Société d'Information pour le Développement de l'Afrique (PSIDA), qui a bien voulu financer le processus dans sa totalité. Ils seront également responsables de la formation, sous la direction et tutelage de la Commission e-Afrique.

## Le Japon, la BAD soutiennent les projets du NEPAD

L'AGENCE DE Coopération Internationale du Japon (JICA) et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont convenu de travailler ensemble pour soutenir le NEPAD dans la mise en place de ses projets.

La décision vient à la suite d'une réunion consultative avec les représentants du NEPAD pour explorer la collaboration entre JICA et BAD dans le développement d'infrastructure, le renforcement de capacité, l'agriculture et le développement rural, l'eau, l'éducation, la gouvernance et le secteur privé.

L'équipe de JICA a suggéré trois façons de promouvoir la collaboration JICA-BAD :

La participation de la BAD dans les équipes de formulation d'étude pour les projets d'infrastructure de JICA prévus pour 2005 ;

JICA doit aligner des projets en cours avec les projets relatifs soutenus par la BAD et NEPAD ; La BAD et JICA devront conjointement formuler un nouveau projet sous la structure continentale du NEPAD.

JICA et BAD ont convenu de mener des actions de suivi pour accélérer leur collaboration de soutien du NEPAD et contribuer vers un but partagé dans l'aboutissement des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM) en Afrique.

# L'Afrique Australe touchée par une autre saison sèche

DE RECENTS rapports provenant de la région de la SADC indiquent que de nombreuses parties de la région ont reçu une bonne pluviométrie durant la première moitié de la saison des pluies mais la seconde moitié a été caractérisée par des pluies faibles dans la partie australe de la région.

Selon les statistiques de la SADC publiées au début du mois d'avril, les zones affectées inclut le centre et le sud du Mozambique, le sud du Malawi, le sud-est du Zimbabwe et le nord de l'Afrique du Sud.

Des pluies normales sont tombées sur l'Angola, la RDC, le Lesotho, la Namibie, le centre de l'Afrique du Sud et Swaziland. Cependant, la distribution des pluies était médiocre dans le Lesotho et le Swaziland.

"Les faibles niveaux de pluie ont négativement affecté la région et ceci a des implications pour les céréales et bouleverse la gestion des pâturages destinés au bétail affectés dans es zones de déficit de pluviométrie extrême," explique la SADC dans une déclaration sur le statut des pluies.

"La saison des pluie dans les parties sud de la région est proche et l'on s'attend à très peu de pluie," précise la déclaration.

La période de janvier à mars, qui est la deuxième moitié de la saison des pluies, est souvent critique pour la culture de base de la région, le maïs, puisque c'est la période de bourgeonnement qui exige de l'humidité.

"La SADC estime que l'Afrique du Sud aura une récolte abondante résultant d'une bonne pluviométrie générale dans les zones agricole productives du pays."

Cependant le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe auront des récoltes peu abondantes.

Les conditions de sécheresse sur l'Afrique australe surviennent à une période où les modèles indiquaient un faible phénomène El Niño. Un fort phénomène El Niño est associé à la sécheresse tandis que le contraire, la Niña est associé à des pluies abondantes causes inondations potentielles

Les sécheresses sont un phénomène périodique dans l'histoire archivée de l'Afrique Australe.

Des pluies extensives ont affecté la région en

1946-47
1965-66
1972-73
1982-83
1986-88
1991-92
1994-95
2001-2003

## Le Mozambique craint des récoltes insuffisantes dans le sud

CERTAINES PARTIES du sud du Mozambique sont sujettes à la sécheresse, et les pluies irrégulières peuvent résulter en une récolte de maïs insuffisante.

"Nous sommes inquiets car nous arrivons à la fin de la saison des pluies et les améliorations attendues sont peu probables," déclare Mario Ubisse du Département du Système de Détection Précoce au Ministère de l'Agriculture.

Ceci affecte certains district de la province de Inhambane, où les signes de sécheresse sont évidents. Cependant, ce scénario entre en conflit avec celui du Mozambique du centre et du nord où des pluies au-dessus de la normale ont causé des inondations dans la vallée du Zambèze.

## L'Afrique du Sud présente une récolte de maïs record

L'AFRIQUE DU Sud pourrait récolter 11,14 millions de tonnes de maïs cette année, 18 pour cent de plus que la saison passée et un record depuis 11 ans, selon un rapport publié à Johannesburg, en mars. Le Comité d'Evaluation des Récoltes, rapporte que les exploitants commerciaux de maïs récolteront 11,14 millions de tonnes, desquelles 6,63 millions de tonnes seront du maïs blanc et 4,51 millions de tonnes du maïs jaune.

Cette saison de récolte sera la plus abondante depuis 1993-94 lorsque les fermiers commerciaux ont récolté 12,1 millions de tonnes de maïs. Les réserves nationales se montaient à 5,23 millions de tonnes à la fin du mois de janvier, selon GrainSA. *Xinhua*

## La Sécurité Alimentaire de la Région montre des signes d'amélioration

LES EVALUATIONS d'approvisionnement alimentaire pour l'Afrique Australe indiquent un surplus de maïs de 1,27 millions pour la période de marketing 2004/2005, selon le Conseil d'administration pour l'Alimentation, l'Agriculture & les Ressources Naturelles.

Le déficit général des céréales est d'environ 1,69 million de tonnes, ce qui est une amélioration notable comparé aux 2,96 millions de tonnes de déficit pour la période de marketing 2003/2004.

Les pays qui sont encore sujets à des pénuries alimentaires sont le Lesotho, le Malawi, le Mozambique,

le Swaziland et le Zimbabwe avec une évaluation combinée de cinq millions de personnes affectées.

Bien que la région ait souffert de sécheresses persistentes et d'inondations, les améliorations dans la production ont été attribués à des mesures supplémentaires prises par les états membres selon la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

La Déclaration point de repère a été approuvée par un sommet extraordinaire des dirigeants de la SADC lorsqu'ils se sont réunis dans la capitale tanzanienne le 15 mai 2004.

## Une alimentation indigène diversifiée nutritive : cruciale pour la prévention de maladie

LA REGION de la SADC a augmenté ses efforts pour promouvoir des styles de vie sains parmi la population touchée par le VIH et SIDA.

Le focus a été dirigé pour faire de la nutrition une priorité lors de mesures prises contre la pandémie et autres maladies chroniques.

L'emphase a été mis sur le fait que bien que le virus puisse causer un affaiblissement du système immunitaire, il est possible de le fortifier en adoptant des habitudes nutritionnelles saines. Ceci inclut les aliments indigènes non raffinés riches dans tous les éléments nutritifs nécessaires pour renforcer le système immunitaire.

En Afrique Australe, où la majorité des patients porteurs du VIH et sidéens n'ont pas accès aux traitements anti-retroviraux (AVR), les aliments traditionnels nutritifs sont le meilleur moyen de renforcer l'immunité. Même là où les AVR sont disponibles, une diète saine est essentielle en conjonction à son usage.

Cependant, la nourriture traditionnelle demeure impopulaire parmi nombre de jeunes de la société. La difficulté est de s'éloigner des ces préconceptions qui suggèrent que la nourriture traditionnelle est inférieure.

## Le Zimbabwe tient une foire alimentaire inaugurale

LES DELEGUES présents à la Foire Alimentaire inaugurale du Zimbabwe tenue à Harare au début de l'année 2005 insiste sur l'importance de la nutrition à travers le thème "promouvoir une diète diversifiées pour une meilleure alimentation et santé."

La foire, première de ce genre dans le pays, résulte de discussions et de sessions de pression intenses sur la question d'actualité sur les efforts de lutte contre l'épidémie de maladies chroniques et montre le désir de mettre en application certaines des recommandations formulées lors d'un Sommet Consultatif des Ministres de la Santé de la SADC en 2003.

La foire alimentaire, officiellement inaugurée par le Vice-Président Joyce Mujuru, deviendra un événement annuel.

# Semence de maïs résistante à la sécheresse et aux insectes

LE CENTRE de Développement pour la Recherche Scientifique et Industrielle (SIRDC) au Zimbabwe est en train de développer deux types spéciaux de maïs qui sont tolérants contre la sécheresse, et résistants aux insectes.

L'initiative de produire des variétés de récoltes qui redonneront du tonus à la production, a été amorcée en 1995, suite à un rapport sur la façon dont la biotechnologie peut offrir des avantages aux fermiers ruraux. Les essais ont commencé en 1997.

Le directeur technique général, Leonard Madzingaidzo, explique "c'est une recherche

sophistiquée du pays menée par une expertise locale." Aucuns produits chimiques ne sont utilisés, excepté ceux communément recommandés. "Il ajoute que la population devrait également noter que ce ne sont pas des semences" de maïs génétiquement modifiées.

La production et la commercialisation des variétés de semence tolérantes contre la sécheresse est prévue pour 2007. Le matériel de plante de la patate douce, également développé par le SIRDC à travers son Institut de Recherche en Biotechnologie, est déjà commercialement disponible. (*The Herald*)

## Le manioc pan-africain

NEPAD, EN conjonction avec l'Institut Internationale d'Agriculture Tropical basé à Ibadan, Nigéria, a lancé une Initiative Pan-Africaine du Manioc. L'initiative est le produit d'atelier consultatif en Afrique de l'ouest, de l'est, centrale et australe et vise à aider les gouvernements nationaux à formuler leurs propres programmes sur le manioc.

L'objectif est de mobiliser des ressources provenant de partenaires africains pour soutenir la recherche et le développement du manioc, deuxième aliment de base le plus consommé sur le continent après le maïs. La racine alimentaire est facile à cultiver même dans des climats difficiles, et est largement cultivées par les petits exploitants, surtout les femmes à travers plusieurs zones écologiques de l'Afrique. (*Africa Renewal*)

## Potentiel génétique de l'ancien riz africain

LE PREMIER africain à remporter le prix prestigieux de l'Alimentation Mondiale est un scientifique en phytologie de la Sierra Leone. La citation officielle du prix déclare, "il a capturé le potentiel génétique des anciennes semences de riz africain en combinant des espèces de riz africain et asiatique, augmentant dramatiquement la production et offrant de grands espoirs pour des millions de fermiers pauvres."

Monty Jones a été honoré pour son travail remarquable de développement du Nouveau Riz pour l'Afrique (Nerica), une espèce de riz résistant contre la sécheresse, de production supérieure et riche en protéine. Nerica a été adopté par le NEPAD en qualité d'exemple de genre d'efforts innovateur qui peut aider à encourager le développement agricole de l'Afrique et réduire la famine. (*Africa Renewal*)

## Recherche d'une cure pour le SIDA

L'UNIVERSITE de la Namibie s'est jointe à la tâche décourageante de trouver des remèdes scientifiques pratiques pour le VIH et SIDA.

L'initiative nécessitera de découvrir des composés biologiques qui contiennent un large éventail de propriétés médicinales capables de guérir les affections virales, bactérielles et parasitiques.

Les étudiants de l'université spécialisés en science se sont joints à leurs collègues de l'Université de la Ville du Cap pour s'embarquer dans cette entreprise scientifique historique.

Sur la base des analyses, les échantillons seront essayés sur des animaux et s'ils sont réussis, des recherches plus approfondies seront menées avant qu'ils ne considèrent de les utiliser dans les médicaments pour humains. (*New Era*)

## Un vaccin efficace contre le choléra

LES RESULTATS de recherche ont révélé l'espoir d'un vaccin efficace contre le choléra qui semble marcher même pour des personnes infectées par le virus du SIDA.

Une nouvelle génération de vaccins administrés oralement ont été développés pour s'attaquer au choléra dans l'Afrique du Sous-Sahara, et des recherches publiées dans le *New England Journal of Medicine* en mars intitulé "Efficacité d'une Campagne de Vaccination

Orale contre le Choléra à Beira, Mozambique" étudient les doutes soulevés à propos du niveau de protection de ces vaccinations administrées aux personnes infectées par le VIH.

La prévention est moins onéreuse que la cure. Au Mozambique, le traitement d'un patient attent de choléra coûte 37\$US tandis que le vaccin se monte à environ deux dollars. (*AIM*)

## Découverte capitale pour la compagnie de sucre

UNE COMPAGNIE sud africaine Tongaat-Hulett Sugar remportera une première internationale lorsque une de ses minoteries commencera à produire du sucre blanc raffiné directement à partir de la minoterie, éliminant ainsi la nécessité de passer par la phase de raffinage.

Le groupe est en pleine enquête sur les opportunités d'exportation de la technologie au Brésil, où le développement de l'industrie du sucre est confrontée à des expansions annuelles de la canne à sucre équivalente au volume de récolte de l'Afrique du Sud.

Il est prévu que la première production à grande échelle de sucre blanc raffiné directement à partir de la minoterie de la compagnie sera manufacturé d'ici novembre de cette année.

En ce moment, la division sucrière envoie son sucre brut vers une structure centrale de raffinage, qui continuera à moyen terme. (*Business Day*)

## L'aquaculture de la Namibie est pleine de promesse

AVEC ASSEZ de fonds, l'aquaculture (élevage de poisson) peut donner du tonus à la sécurité alimentaire en Namibie et a le potentiel d'accroître les revenus en devise provenant de l'exportation.

L'industrie a enregistré des activités réussies en Afrique du Sud, Norvège et Espagne surtout à partir du commerce du saumon, poisson chat, tilapia, huîtres.

Ces pays ont partagé leurs expériences lors d'une conférence tenue en Namibie en février. La conférence a porté sur le manque de formation et de compétences en Afrique, surtout les compétences en marketing international faites sur mesure pour cette industrie naissante.

Les entrepreneurs namibiens intéressés dans cette industrie expliquent que leur limitation principale réside dans le financement pour les projets d'aquaculture.

# Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe – SADC

LA COMMUNAUTE pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) couvre le continent africain au sud de l'équateur, et est un projet de renforcement régional pour l'Union Africaine. Cette communauté régionale a été formée à Arusha, Tanzanie en 1979 et lancée en 1980 à Lusaka, Zambie en tant que Conférence de Co-ordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC). Les états membres ont transformé la SADCC en Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) sous l'égide du traité de la SADC en 1992. Le secrétariat de la SADC est situé à Gaborone, Botswana.

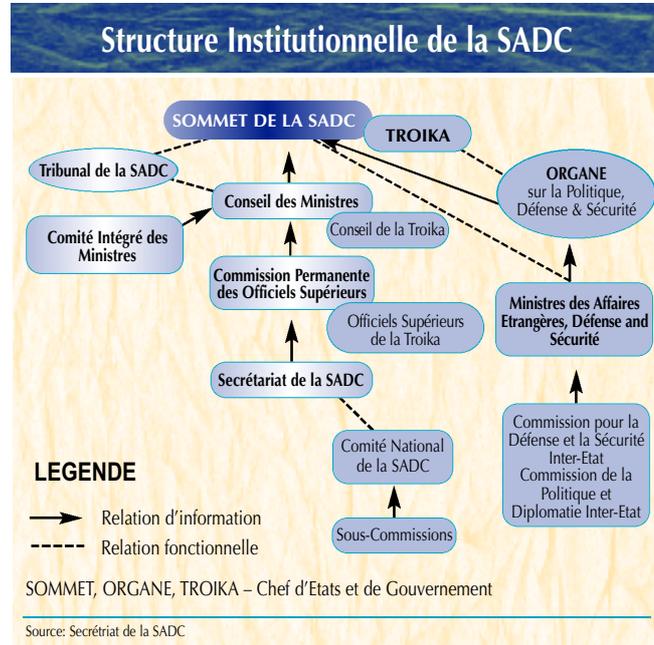
## Etats Membres de la SADC

Angola, Botswana, République Démocratique du Congo, Lesotho, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, République Unie de Tanzanie, Zambie, Membre candidat Zimbabwe, Madagascar.

La Déclaration "Vers la Communauté de Développement de l'Afrique Australe", adopté à Windhoek, Namibie, le 17 août 1992 par les Chefs d'Etat ou de Gouvernement, exhorte toutes les nations et populations de l'Afrique Australe à développer la vision d'un futur partagé au sein d'une communauté régionale. Le 17 août est la célébration annuelle de la journée de la SADC.

## Vision de la SADC

La vision de la SADC est un futur commun, un futur dans une communauté régionale qui garantirait un bien être économique, une amélioration des standards de vie et la qualité de la vie, la liberté et la justice sociale, et la paix et la sécurité. Cette vision partagée est ancrée dans les valeurs et principes communs, et les affinités historiques et culturelles, parmi les populations de l'Afrique Australe.



## Objectifs de la SADC

Les objectifs de la SADC tels que cités dans l'Article 5 du Traité sont :

Parvenir au développement et à une expansion économique, allévier la pauvreté, renforcer les standards et qualité de vie de la population de l'Afrique Australe et soutenir les personnes socialement désavantagées à travers une intégration régionale ;  
 Contribuer à l'évolution des valeurs, systèmes et institutions politiques communes ;

## Les états membres ont convenu de coopérer dans les domaines de

sécurité alimentaire, terres et agriculture  
 infrastructure et services  
 commerce, industrie, finance, investissement et industrie minière  
 développement social et humain et programmes spéciaux  
 science et technologie  
 ressources naturelles et environnement  
 bien-être social, information et culture  
 politiques, diplomatie, relations internationales, paix et sécurité.

Traité 1992 de la SADC (avec amendement)

Promouvoir et défendre la paix et la sécurité ;  
 Promouvoir un développement auto-durable sur la base d'auto-dépendance collective, et inter-dépendance des états membres ;  
 Parvenir à la complémentarité parmi les programmes et stratégies nationaux et internationaux ;  
 Promouvoir et maximiser l'emploi productif et l'utilisation des ressources de la région ;  
 Parvenir à une utilisation durable des ressources naturelles et protection efficace de l'environnement ;  
 Renforcer et consolider les affinités et liens historiques, sociaux et culturels à long-terme parmi la population de la région.

De plus, les états membres sont engagés à assurer que l'allévation de la pauvreté soit intégrée dans tous les programmes et activités de la SADC avec l'éradication pour son objectif ultime.

Le VIH et SIDA sont une menace

importante pour atteindre les objectifs de la SADC et a donc la priorité dans tous les programmes et activités de la SADC



## Protocoles

Les Etats Membres ont conclu des Protocoles dans divers domaines de coopération, qui définissent les objectifs et l'éventail, et les mécanismes institutionnels pour la coopération et l'intégration. Ces protocoles sont approuvés par le Sommet sur les recommandations du Conseil, et chaque protocole est alors ouvert à la signature et ratification par chaque états membres. Cela en fait un document légal auquel tous les états membres doivent se conformer et sur lequel ils sont supposés ajuster leurs lois nationales.

Un protocole entre en vigueur 30 jours après le cautionnement des instruments de ratification par deux-tiers des états membres en faisant parti. Après la mise en vigueur d'un protocole, un état membre peut en faire partie uniquement par accession.

Chaque protocole doit être entériné par le Secrétaire Général de la SADC, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la Commission de l'Union Africaine.

## Partenaires

Dans la poursuites des objectifs de son Traité, la SADC cherche à totalement engager, la population de la région et les partenaires clés dans le processus d'intégration régionale, la SADC est engagée à la coopération avec les dépositaires clés pour contribuer aux objectifs du Traité dans les domaines de coopération, de façon à encourager des relations plus étroites parmi les communautés, les associations et les populations de la région.

## Sommet

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'ultime



institution d'orientation politique, responsable de la direction de politique et le contrôle des fonctions de la Communauté. Le Sommet se réunit au moins une fois par an, généralement en août ou en septembre, dans l'un des états membres. Durant le Sommet, le président sortant transmet ses fonctions au Député, et un nouveau Député est élu pour présider l'année suivante.

### La Troika

La Troika est composée des Présidents de la SADC récemment remplacés, actuels et à venir, et permet la mise en application des tâches et décisions ainsi que de la provision de direction politique aux institutions de la SADC dans la période entre les Sommets réguliers. Le système de Troika opère au niveau du Sommet, et également pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité, le Conseil des Ministres et la Commission Permanente des Officiels.

### Conseil des Ministres

Les ministres de chaque état membre siègent au Conseil, généralement ceux provenant du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement Economique, Planification et Finance. Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, et d'assurer que les politiques soient correctement appliquées, ainsi que de faire des recommandations au Sommet. Le Conseil se réunit avant le Sommet et au moins une autre fois durant l'année, et est présidé par le pays qui préside la SADC.

### Commission Intégrée des Ministres

C'est une nouvelle institution qui vise à garantir la formulation de conseils politiques correctes, la coordination et harmonisation des activités sectorielles communes. Elle est constituée d'au moins deux ministres provenant de chaque état membre et est responsable auprès du Conseil.

### Commission Permanente des Officiels

La Commission Permanente est constituée d'un Secrétaire Permanent/ Principal ou un officiel de rang équivalent provenant de chaque état membre. Cette Commission est une commission consultative technique au Conseil, et se réunit avant le Conseil, présidé par le même pays que celui qui préside la SADC.

### Tribunal

Une fois établi, le tribunal est responsable de l'adhérence à, et de l'interprétation correcte des clauses du Traité de la SADC et instruments subsidiaires, et statue sur les disputes qui lui sont référées.

### Commissions Nationales de la SADC

Ces commissions sont composées de partenaires clés venant du gouvernement, du secteur privé et de la société civile des états membres de la SADC. Leur fonction principale est d'apporter des contributions au niveau national dans la formulation de politiques régionales, stratégies et planification, ainsi que de coordonner et guider la mise en place au niveau national. Les commissions sont également responsables de l'initiation de projets.

### Secrétariat

C'est l'institution principale exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, la co-ordination et la gestion des programmes de la SADC, et de la mise en vigueur du plan stratégique régional. Le responsable supérieur est un Secrétaire Exécutif et son siège se situe à Gaborone, Botswana.

Par contraste avec la coordination à assise nationale d'activités sectorielles, la SADC a désormais adopté une approche plus centralisée à travers laquelle les 21 Unités de

Coordination ont été regroupées en quatre Conseils

d'Administration :

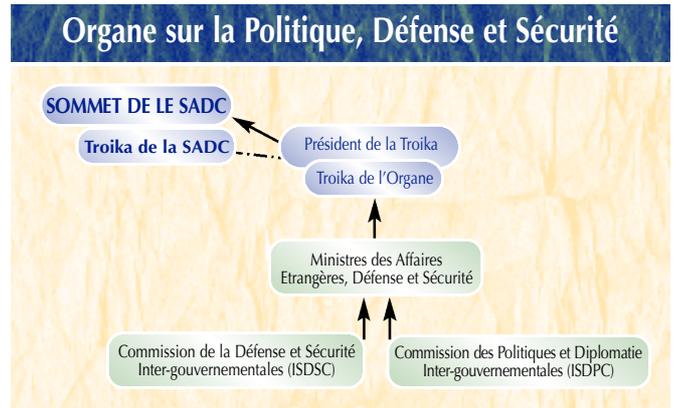
Commerce, Industrie, Finance et Investissement (CIFI)

Infrastructure et Services (I & S)

Alimentation, Agriculture, et

Ressources Naturelles (FANR)

Développement Social et Humain et Programmes spéciaux.



### Organe sur la Politique, la Défense & la Sécurité

Le Protocole sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité, signé en août 2001, a été ratifié et mis en vigueur le 2 mars 2004, donnant ainsi une structure légale à l'Organe dont l'objectif est de promouvoir la paix et la sécurité dans la région.

Les Stratégies et programmes sont élaborés à travers le Plan Stratégique Indicateur pour l'Organe (PSIO) sur la Politique, la Défense et la Sécurité.

L'organe fonctionne au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement avec un Président et une Troika de trois leaders (l'actuel, le sortant et le prochain) sous les ordres du Sommet de la SADC.

Le Président et Vice-Président sont élus pour un an sur un système de rotation parmi les membres du Sommet de la SADC, excepté que le Président et Vice-Président du sommet ne peuvent être simultanément président de l'Organe. Le Président de l'Organe consulte avec la Troika de la SADC et dépend de la totalité du Sommet.

La Commission Ministérielle est composée de ministres responsables

des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité publique et du gouvernement et sont originaires des nations parties de l'accord. Elle se réunit au moins une fois par an avec la possibilité de réunion supplémentaires à la demande de l'ISPDC ou de l'ISDSC.

La Commission pour les Politiques Inter-gouvernementales et la Commission Diplomatique (ISPDC) se réunit au moins une fois l'an, et est composée de ministres responsables des affaires étrangères. Cette commission s'acquitte des fonctions relatives à la politique et la diplomatie et tombe sous l'autorité de la Commission Ministérielle.

La Commission pour la Défense Inter-gouvernementale et la Sécurité (ISDSC) se réunit au moins une fois l'an, et est composée de ministres responsables de la défense, de la sécurité publique et du gouvernement.

La commission s'acquitte de telles fonctions lorsque nécessaire pour atteindre les objectifs de l'organe relatif à la défense et la sécurité. Elle tombe également sous l'autorité de la Commission Ministérielle.

### Direction de la SADC 2004 – 2005

SUITE AU Sommet de la SADC en août 2004, le Président de la SADC est le Premier Ministre Paul Berenger de l'Ile Maurice. Avec lui sur la troika de la SADC siègent le Président sortant de la SADC, Président Benjamin Mkapa de la République Unie de Tanzanie et, en tant que Vice-président, Président Festus Mogae du Botswana. Le président du Botswana deviendra le Président du Sommet de la SADC à Gaborone en août 2005.

L'Organe de la SADC est composé du Président actuel, Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud, du président sortant, premier ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho et en tant qu'Adjoint, Président Hifikepune Pohamba de la Namibie.



## La Mission de la SADC félicite le peuple du Zimbabwe pour "des élections pacifiques, transparentes, crédibles, et bien-gérées, qui reflètent la volonté du peuple"

DECLARATION PRELIMINAIRE de la mission SADC pour l'observation des élections par l'Honorable Phumzile Mlambo Ngcuka sur les Elections parlementaires du Zimbabwe tenues le 31 mars 2005

A L'INVITATION du Gouvernement de la République du Zimbabwe, la Mission des Observateurs d'Élections (MOE) de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), a observé les 6<sup>ème</sup> élections parlementaires de la République du Zimbabwe du 15 mars au 2 avril 2005.

Tels que stipulé dans les Principes et Lignes Directrices de la SADC gouvernant les élections démocratiques, c'est avec honneur et privilège que je saisis cette opportunité pour annoncer devant cette auguste assemblée l'opinion préliminaire sur les résultats de cette mission d'observation. Un rapport détaillé abordant les points spécifiques des Termes de référence (TOR) pour la mission sera publié dans les 30 (trente) jours à venir.

Permettez-moi dès le début, au nom de la SADC, et bien sûr en mon nom propre, de féliciter le peuple du Zimbabwe, suite à la tenue d'élections pacifiques, crédibles, bien-gérées et transparentes.

Le peuple du Zimbabwe a exprimé sa volonté d'une manière remarquablement instructive qui ira loin dans la contribution pour la consolidation de la démocratie et stabilité politique non seulement au Zimbabwe mais également dans l'ensemble de la région. Par conséquent, la SADC souhaite féliciter le peuple du Zimbabwe pour la démonstration de son niveau élevé de tolérance politique et de maturité. Ceci, selon la SADC est de bon augure pour encourager une culture qui tolère le multipartisme en qualité de projet essentiel pour la démocratie.

La Mission a été officiellement lancée le 15 mars 2005 lors de l'arrivée du chef de la mission et du Secrétaire Général de la SADC. Cependant, la SADC avait organisé des observateurs pour les élections sélectionnés par les Missions Diplomatiques accréditées au Zimbabwe. Les Etats Membres suivants étaient représentés dans la mission : Angola, Botswana, RDC, Lesotho, Namibie, Malawi, Mozambique, République Unie de la Tanzanie, Afrique du Sud et Zambie.

La Mission a installé une Salle d'Opérations pourvue de professionnels venant du bureau du Président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la

Coopération dans le domaine de la Sécurité et du Secrétariat de la SADC pour coordonner les activités des membres déployés dans les pays.

Guidés par les Principes et Lignes Directrices de la SADC comme termes de référence, cinquante cinq

observateurs ont été déployés à travers tout le Zimbabwe dans les zones rurales et urbaines pour observer les élections. Ces équipes de terrain soutenues par une flotte de 16 véhicules tout terrain, ont été déployées dans le Mashonaland Ouest, le Mashonaland Est, le Mashonaland Central, Bulawayo, Midlands, Matebeleland Nord, Matebeleland South, Masvingo, Manicaland et Harare du 23 mars au 1er avril 2005. Le travail continu à Harare des ambassadeurs accrédités a mis en place la fondation pour la mission des observateurs d'élection.

La mission a extensivement voyagé dans les zones urbaines et rurales couvrant 95% du total des circonscriptions nationales et a participé à plus de 2000 réunions et rallies politiques organisés par les partis politiques et les candidats indépendents. Le chef de la mission a voyagé dans tous les recoins du pays par route et par avion, visitant des zones rurales telles que Mutoko dans le Mashonaland Est, Shamva dans le Mashonaland central, Odzi dans le Manicaland, Great Zimbabwe à Masvingo et Gwanda dans le Matebeleland sud. En général, la phase de pré-élection était caractérisée par la paix, la tolérance et la vigueur politique des chefs de partis et des candidats. Aucune violence n'a été observée dans tout le pays excepté quelques incidents signalés et reportés à la police.

En ce qui concerne le processus de scrutin, il est d'opinion générale à la SADC que les élections ont été menées de manière ouverte, transparente et professionnelle. Les stations de scrutin ont ouvert et fermé à l'heure prévue et la SADC a été impressionnée par la discipline et la patience des électeurs, qui d'après nous, ont pu exprimer leur droit de vote pacifiquement, librement et sans interférences. L'image qui émerge à la clôture des scrutins était une journée d'élection paisible. Ceci confirme la détermination du peuple du Zimbabwe de faire de son mieux pour mettre en oeuvre les Principes et Lignes Directrices gouvernant les Elections Démocratiques à travers le pays.

Le processus de comptabilité des votes était mené façon méticuleuse et légale. Il est important de noter que tous les partenaires des agents de parti, contrôleurs, responsables et observateurs locaux se sont acquittés de leur tâche comme prévu et personne ne pouvait quitter la salle avant que l'exercice de comptabilité ne soit terminé.

À la décharge de ses tâches la mission de la SADC a eu des échanges avec les

partis politiques et les candidats indépendents. Elle a également rencontré l'Union Africaine, le Forum des Commissions d'Élection des Etats Membres de la SADC, les délégations nationales, les organisations de la Société Civile et les leaders d'opinion, les membres des médias de l'intérieur et de l'extérieur de la région. Ces interactions servent à gagner plus de connaissance sur l'environnement politique et à comparer les notes sur divers aspects du processus électoral. La SADC a été touchée par les compliments exprimés par la population zimbabwéenne quelque soit le lieu où ses membres se trouvaient. La SADC aimerait remercier tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont porté assistance aux membres de la Mission.

Pendant le déploiement, la Mission de la SADC a pris note:

- Du niveau élevé de maturité politique ;
- De l'atmosphère paisible dans laquelle les partisans de différents partis partageaient les mêmes moyens de transport, avaient des échanges et plaisantaient entre eux ;
- De l'obligeance de la plupart des agents de police ;
- De l'usage d'urnes translucides qui constitue un progrès dans la garantie de la transparence du processus électoral ;
- De l'usage linguistique du Shona, Ndebele et anglais pour les instructions de scrutin affichées à l'intérieur de l'isoloir fournissant ainsi la garantie d'une décision informée ;
- De la présence de la SADC inspirant ainsi de la confiance parmi les électeurs ;
- De la coopération des autorités électorales et autres institutions afin de fournir des clarifications pour les plaintes ;
- De l'apprentissage et la familiarisation avec l'esprit et les Principes et Directives de la SADC ;
- De la présence de la police qui a appréhendé des membres illégaux dans tous les partis politiques.

La SADC espère que l'esprit de coopération, de tolérance politique et le rôle responsable des partis politiques, qui a prévalu jusqu'à présent, continuera à se développer parmi tous les partis et les joueurs clés dans la phase de post-élection afin de revigorer le momentum pour le renforcement de la nation et la réconciliation. Cependant, la Mission de la SADC a pris note des

questions et domaines à remanier et/ou améliorer. Ceci inclut :

- L'amélioration d'un accès équitable au média du gouvernement par tous les partis politiques ;
- La nécessité de simplifier la procédure et d'assurer que les autorisations pour l'éducation des électeurs soient facilement et ponctuellement accordées par les institutions pertinentes ;
- La nécessité d'une publication extensive de mise à jour et vérification du registre électoral ;
- La nécessité pour tous les officiers de police et responsables électoraux d'être informés du rôle et des droits des observateurs ; et
- La garantie que les doléances soient soutenues par des faits précis et vérifiables pour faciliter le suivi et la prise de décision rapide.

La Mission de la SADC s'est inquiétée du nombre de personnes refusées aux bureaux de vote. Après consultations avec la CEZ (ZEC) et le Registre des Electeurs, la Mission a été informée que la plupart ont été refusé parce qu'ils n'avaient pas de pièces d'identification valables, qu'ils n'avaient pas vérifié la liste du scrutin durant la période indiquée, ne s'étaient pas inscrits, ou s'étaient rendus dans les circonscriptions et bureaux de vote incorrectes. Tous les partis politiques et circonscriptions ont été affectés par cette situation. En dépit de ces raisons, l'opinion de la Mission est que le processus d'enregistrement des électeurs a besoin d'être amélioré.

La Mission a reçu 10 plaintes du parti de l'opposition alléguant du fait d'intimidations voilées, de chantage en utilisant la nourriture en tant qu'instrument politique, de retard dans les permissions accordées pour la tenue de rallies, d'accès restreints aux médias du gouvernement, du manque de conformité avec les Directives de la SADC, de listes électorales exagérées et d'arrestations illégales. La Mission a enquêté sur toutes les allégations avec les institutions pertinentes et des informations ont été données au demandeur. Il est fortement recommandé qu'une fois les faits rassemblés, ils soient présentés à la Cour Electorale pour détermination. Cependant ces plaintes et allégations ne compromettent pas la volonté du peuple du Zimbabwe.

C'est également l'opinion de la mission que bien qu'il y ait eu des efforts pour assurer un accès équitable aux médias publics,

Il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine pour améliorer l'accès aux

suite page 11

## Des difficultés pour le nouveau gouvernement de la Namibie

Pendant la campagne électorale, le nouveau président de la Namibie, Hifikepunye Pohamba, assermenté le 21 mars, a reconnu que l'une des difficultés auxquelles il est confronté est de maintenir, l'héritage de son prédécesseur Président Sam Nujoma.

**NUJOMA** A mené son pays vers l'indépendance de l'apartheid d'Afrique du Sud le 21 mars 1990 suite à la guerre de libération longue de 24 ans. Il est vénéré pour avoir façonné la jeune démocratie de la Namibie, apportant l'unité et la paix parmi sa population multiraciale, ainsi que de maintenir une économie stable et prospère.

Une difficulté clé pour le nouveau président est de terminer les réformes agraires commencées lorsqu'il était Ministre des Affaires Foncières et du Repeuplement dans le gouvernement sortant. Comme la plupart des pays de l'Afrique Australe, la Namibie essaie de garantir que la terre, une ressource stratégique, soit équitablement distribuée parmi toutes les classes sociales et productivement utilisée.

Le nouveau cabinet de Pohamba a efficacement éliminé sept ministères

et une agence en fusionnant certaines fonctions, et les a remplacé par dix nouveaux ministères et agences. Six ministères et agences ont également été réorganisés.

Il a nommé Nahas Angula en tant que Premier Ministre et Libertina Amathila, Premier Ministre Adjoint. Marco Hausiku reste dans ses fonctions de Ministre des Affaires Etrangères. Le Premier Ministre sortant, Theo-Ben Gurirab, a été élu président de l'Assemblée Nationale.

Amathila est l'une des 10 femmes nommées à un des postes élevés de la nouvelle administration, y compris cinq ministres de cabinet, trois ministères adjoints et le président adjoint du Parlement.

Pohamba a également amélioré la parité des sexes en créant un ministère complet dédié à la Parité des Sexes et au Service Social pour l'Enfance.

### PROFILE

## Hifikepunye Pohamba Président de la Namibie

**LE DEUXIEME** président de la République de Namibie, Hifikepunye Pohamba, a dédié sa vie à la libération et au développement de son pays.

Né le 18 août 1935 à Okanghudi dans le nord de la Namibie, Pohamba a été éduqué dans une école de missionnaire et partage les mêmes références de lutte pour la libération que le premier président, Sam Nujoma.

En 1960, Nujoma, Pohamba et d'autres ont fondé l'Organisation du Peuple de l'Afrique du Sud Ouest (SWAPO) qui s'est battu pour l'indépendance de la Namibie contre l'occupation sud africaine.

Pohamba a été le premier à être arrêté en 1961, à Dar es Salaam, et est retourné à Windhoek en 1962. Deux ans plus tard, lorsque la Zambie est devenue indépendante, il est envoyé à Lusaka pour ouvrir une branche de la SWAPO.

Il a été élu au comité central en 1970 en qualité de secrétaire adjoint pour l'administration. Il a représenté le parti en Afrique du nord-ouest, et est devenu le représentant en chef en Afrique de l'est en 1973. Il a effectué son service militaire entre 1974 et 1978 en Tanzanie et en Zambie, et il a également étudié en Russie, dans le domaine social et politique.

Pohamba est devenu membre du bureau Politique de la Swapo et Responsable chargé de la Swapo en Zambie ainsi que Secrétaire des Finances. Il a continué à servir en tant que secrétaire des finances après avoir déménagé aux sièges provisionnels de la Swapo à Luanda. Il a dirigé le Conseil d'Administration des élections de la Swapo en 1989, et a été élu à l'Assemblée Constituante.

A l'Indépendance en 1990, il devint le premier Ministre des Affaires Intérieures jusqu'en 1995 lorsqu'il a été nommé au poste de Ministre de la Pêche et des Ressources Marines. En 1999, il a été nommé Ministre sans Portefeuille jusqu'en 2001, puis est devenu Ministre des Affaires Foncières, du Repeuplement et de la Réhabilitation.

Dans les structures du parti, Pohamba a été élu Secrétaire Général de la Swapo en 1997, et Vice-Président en 2002.

Pohamba a été élu en qualité de candidat présidentiel au congrès de la Swapo en mai dernier et a remporté les élections présidentielles en novembre avec 75 pour cent des votes. Nujoma continuera en tant que président du parti jusqu'au prochain congrès en 2007.

Pohamba est marié à Penexupiso et a six enfants.



Le président fondateur de la Namibie, Sam Nujoma, (à droite) a transmis les pouvoirs à son successeur, Hifikepunye Pohamba, (à gauche) qui a prêté serment en tant que second président élu de la République de Namibie le 21 mars 2005, qui a marqué 15 ans d'Indépendance.



## La SADC accueille le changement de gouvernement pacifique de la Namibie

**LES PAYS VOISINS** ont félicité la Namibie pour ses 15 ans d'indépendance et une transition pacifique de son gouvernement.

Dans un hommage de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) au président sortant, Sam Nujoma, le président tanzanien, Benjamin Mkapa, un des membres actuel de la troïka de la SADC, déclare que Nujoma laisse derrière lui "une forte tradition démocratique et un pays en paix avec lui-même et ses voisins."

Il a également félicité Nujoma sur la manière opportune dont il s'est retiré. "Vous quittez votre poste de manière pacifique alors que le peuple de la Namibie vous aime et vous respecte encore. Vous rejoignez légitimement les rangs d'hommes politiques africains chevronnés, et en Afrique nous aimons et respectons nos aînés."

Le nouveau président de la nation habituellement aride a été assermenté lors d'une cérémonie bénie d'une averse et suivie par huit chefs d'états de la SADC ainsi que du président de l'Union Africaine.

La cérémonie d'inauguration a été suivie par la Roi Letsie du Lesotho, le Roi Mswati du Swaziland, et les Présidents Robert Mugabe du Zimbabwe, Benjamin Mkapa de la Tanzanie, Festus Mogae du Botswana, Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, Levy Mwanawasa de la Zambie, José Eduardo dos Santos de l'Angola et Olusegun Obasanjo du Nigéria, président actuel de l'Union Africaine.

## Les élections du Zimbabwe "reflètent la volonté du peuple"

*suite de la page 10*

medias gouvernementaux par l'opposition. Il y a également des inquiétudes exprimées par l'opposition concernant l'encre indélébile et il est vrai que ceci devrait être examiné par les autorités électorales pertinentes. Une allégation d'importance particulière pour la Mission était la référence faite concernant l'usage de nourriture en tant qu'instrument électoral, ce que la Mission n'était pas à même de confirmer. Ceci devrait être examiné plus longuement par les autorités pertinentes.

Les Autorités électorales du Zimbabwe ont montré non seulement une prestation professionnelle de leur tâche mais également un sens élevé de parité des sexes et de représentation de la jeunesse dans le processus électoral. Cet effort mérite d'être loué et le Zimbabwe devrait être encouragé à rester fermement ancré sur cette voie.

Encore une fois, la Mission de la SADC félicite le peuple du Zimbabwe pour des élections paisibles, transparentes, crédibles et bien gérées,

qui reflète la volonté de la population.

En accord avec les Principes et Directives de la SADC, la Mission aimerait exhorter tous les partis politiques et candidats à respecter la volonté du peuple et, toutes plaintes devraient être référées au Tribunal Electoral.

Nous aimerions réitérer l'engagement de la SADC à continuer à soutenir le peuple du Zimbabwe dans la reconstruction nationale et les efforts de développement. 3 avril 2005

### Résultat des élections du Zimbabwe

Description	Sièges
ZANU PF	78
MDC	41
Indépendent	1
Total contesté	120
Total des femmes élues	19
Rempli par les chefs*	10
Nommés par le Président en tant gouverneur de province*	10
Autres nommés présidentiels	10
Chambre législative au complet	10

\* Non-circoscription

# Le Mozambique fournit des opportunités commerciales pour une expansion économique

LE NOUVEAU gouvernement du Mozambique a dévoilé un plan ambitieux de cinq ans pour une expansion économique rapide afin d'améliorer le développement social et rural, et de renforcer "le secteur national des affaires".

L'objectif du programme présenté à l'assemblée nationale par le gouvernement du Président Armando Guebuza, est de réduire la pauvreté et la disparité régionale, et d'accélérer l'ascension de la nation vers un niveau élevé de prospérité socio-économique.

Après approbation par l'assemblée, il fournira la structure pour toute planification annuelle et budgets nationaux.

Le nouveau plan propose de créer un environnement favorable à l'investissement et aux affaires, et "favorable à l'expansion d'initiative privée, d'action et investissement des citoyens et leurs institutions."

Le plan de cinq ans propose de réduire les niveaux de pauvreté absolue dans le pays. "en utilisant la promotion d'une expansion économique rapide, durable et à grande portée, concentrant l'attention sur la création d'un environnement favorable à l'investissement et au développement du secteur national des affaires."

Le gouvernement promet d'"accélérer plus d'attention aux activités visant le développement accéléré et durable des zones rurales, et multiplier les initiatives visant à créer des ressources dans les zones rurales, comme stratégie fondamentale pour la lutte contre la pauvreté."

## Ouverture d'une Bourse prévue en Angola

SELON LE ministère de l'industrie du pays, le projet de l'Angola est d'ouvrir sa première Bourse des valeurs au cours du troisième trimestre de cette année. Dix compagnies opéreront sur la bourse avec une valeur marchande combinée de plus de 6 milliards de \$US.

Le ministère informe que dans la région de la SADC seuls l'Angola, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo n'ont pas de marchés d'échange (*Business Report*)

Les femmes "en seront le focus... en cherchant à assurer qu'elles jouissent de l'égalité des opportunités et des droits, élevant leur niveau éducationnel, et renforçant leur rôle en tant qu'éducateurs des générations futures."

Le plan de grande portée qui vise à s'attaquer à l'inertie dans l'économie et la société, indique que le rôle de l'état est d'encourager la croissance du capital humain, et de la structure économique et sociale, et de fournir des services de base.

## TECHNOLOGIE

### Les centres d'appel de l'AS peuvent maintenant saluer le monde

L'AFRIQUE DU SUD s'est placée sur la carte en tant que compétiteur viable dans le commerce lucratif des centres d'appel délocalisés. Ceci a été possible par une restructuration radicale du secteur des télécommunications.

L'élimination par le gouvernement des règlements qui ont pendant longtemps protégé le monopole de l'entrepreneur le plus important dans le domaine des télécommunications, Telkom, a ouvert des opportunités pour les partenaires de centres d'appel afin de rivaliser sans aucune contraintes de tarifs artificiels.

Deux changements étaient cruciaux : les opérateurs peuvent maintenant légalement utiliser le Protocole Internet Voice Over (VOIP), et ne sont plus obligés de transmettre leurs appels sur le réseau Telkom.

Ceci donne aux opérateurs privés le contrôle total sur la qualité des appels et leur permet d'économiser sur les taxes Telkom, une démarche qui pourrait révolutionner l'industrie.

Suite à ce développement, l'enthousiasme international a été prompt dans l'industrie. En 2004, malgré les limites imposées par le coût des appels, la province de l'ouest du Cap a gagné 11 centres d'appel internationaux ou processus commercial de recherche de transactions. Ces transactions ont créé 2000 emplois et généré des investissements.

La libéralisation dans cette industrie est vitale afin de permettre plus de liberté

En plus de la réduction de la pauvreté, le plan de cinq ans met l'emphase sur "les efforts nécessaires pour consolider l'unité nationale, la paix et la démocratie; l'amour propre des citoyens, la lutte contre la corruption et la paperasserie; et le renforcement de la souveraineté nationale et de la coopération internationale."

Il promet également de réviser la législation nationale du travail pour garantir "une plus grande souplesse du marché du travail".

aux compagnies étrangères dans leurs méthodes d'opération. Les investisseurs internationaux ont désormais le choix des opérateurs et cela renforcera probablement leur confiance dans l'industrie. (*Business Day*)

### La Tanzanie adopte les TIC

LE MINISTÈRE Tanzanien de l'Industrie et du Commerce encourage l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication en tant qu'outil de base dans le commerce, disant que ceux qui ne l'utilisent pas de façon efficace seront certainement devancés dans le monde compétitif des affaires aujourd'hui.

La Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de la Tanzanie (TCCIA) a formé des personnes du secteur des affaires pour acquérir des compétences en TIC telles que la bureautique, la comptabilité informatisée, la conception et le développement de site web. (*The Express*)

### Forum des banques sur les Technologies de l'Information

L'ANGOLA A accueilli le cinquième Forum International sur les Technologies de l'Information des banques de la SADC. La réunion a porté sur une mise à jour des systèmes de technologie d'information des banques centrales de la SADC, ainsi que de l'amélioration, la supervision et le contrôle des activités monétaires des nations de la SADC.

## ENERGIE

### Projet d'énergie Westcor pour toute la SADC

LE CONSEIL des Ministres de la SADC a décidé que le Projet crucial du Corridor Ouest (Westcor) devrait s'étendre à la totalité des états membres.

Le projet d'énergie est une entreprise jointe impliquant actuellement l'Angola, le Botswana, la République Démocratique du Congo (RDC), la Namibie et l'Afrique du Sud, afin de renforcer le flot d'électricité à travers la région en puisant dans l'énorme potentiel des rapides de l'Inga sur la rivière Congo.

Le conseil a indiqué, lors de sa réunion à l'Île Maurice en février, qu'il devrait y avoir une large représentation des ministres de la SADC au comité d'organisation du projet.

### Eskomre cherche l'énergie du Zim

ESKOM HOLDINGS de l'Afrique du Sud a offert d'acheter jusqu'à 900 megawatts d'énergie au Zimbabwe dès que l'expansion de la station d'énergie la plus importante du pays sera complétée. Le Zimbabwe, travaillant avec des investisseurs chinois, prévoit de renforcer la capacité de génération de la station d'énergie hydro-électrique et la station de Hwange opérant au feu de charbon. (*Business Report*)

### L'Angola découvre un nouveau gisement de pétrole

LA COMPAGNIE Gouvernementale de Pétrole de l'Angola, Sonangol, et British Petroleum (BP) ont annoncé la découverte d'un nouveau puit de pétrole nommé Palas-1, dans les eaux profondes du littoral angolais. Selon un communiqué de Presse, ceci est la cinquième découverte après les découvertes de gisement de Pluto, Saturne, Mars et Vénus. Palas-1 est situé dans une nouvelle zone potentielle qui est supposée produire quotidiennement environ 5 330 barils de pétrole. (*ANGOP*)

## DEVICES

Pays	Devise	(US\$1)
Angola	kwanza (100 lwei)	82,20
Lesotho	Maloti (100 lisente)	5,90
Île Maurice	Ruppee (100 cents)	28,85
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	5,78
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4 720,00

Février 2005

Botswana	Pula (100 thebe)	4,36
Madagascar	Franc malgache	9 150,00
Mozambique	Metocal (100 centavos)	18 350,00
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	5,78
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	6,200,00

RDC	Franc congolais	484,00
Malawi	Kwacha (100 tambala)	108,05
Namibie	Dollar (100 cents)	5,78
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 108,00

# Réexamen du Festival des Arts et de la Culture de la SADC

BIEN QU'IL n'y ait eu aucune évaluation critique officielle du Festival des Arts et de la Culture de la SADC, rendue publique, il est bien connu qu'il a été difficile pour la SADC d'accomplir les objectifs primaires du festival.

Un de ces objectifs était d'utiliser le festival pour édifier la communauté de la SADC. Pour parvenir à cet objectif le festival était supposé devenir une occasion très régulière qui rassemblerait les populations ordinaires des états membres.

Le Festival de Musique de la SADC tenu à Harare en 1995 était la première phase dans la mise en place de l'idée du Festival des Arts et de la Culture de la SADC. Depuis 1995, la Communauté a organisé quatre autres festivals notamment le Festival du théâtre de la SADC à Maputo, le Festival de la Danse de la SADC à Harare et le Festival des Arts Multi-Disciplinaire de la SADC à Johannesburg.

A travers ces événements les populations de la SADC apprendront la culture de l'autre et apprécieront leur origine commune. Le Festival des Arts et de la Culture de la SADC était donc supposé permettre à la communauté de célébrer régulièrement sa riche diversité culturelle. L'évènement était aussi supposé encourager l'expansion des industries culturelles qui contribueraient au développement économique de la communauté.

Grâce aux Festivals des Arts et de la Culture, le monde était supposé patroniser et consommer efficacement les arts et la culture de la région. Ces événements culturels devaient devenir des attractions touristiques importantes. Il était attendu qu'à travers la mission des états membres de la SADC dans différentes parties du monde, un calendrier des Festivals des Arts et de la Culture de la SADC auraient été distribué aux organisateurs de visites guidées, aux promoteurs culturels et aux organisations artistiques.

En participant au Festival des Arts et de la Culture de la SADC, les artistes de la région étaient supposés former des partenariats qui auraient initié des tournées



artistiques internationales viables. Grâce au festival les artistes devaient attirer l'attention des promoteurs qui auraient alors organisé des tournées artistiques viables et régulières dans divers états membres.

Nombre des objectifs mentionnés ci-dessus n'ont pas été accomplis. Les festivals n'ont pas eu lieu de façon régulière. Et lorsqu'ils ont eu lieu, ils n'ont pas bénéficié d'une promotion adéquate. Les populations de la SADC n'ont pas traversé la frontière en grand nombre pour consommer les arts et la culture de la communauté.

Dans beaucoup de cas, seuls les artistes ont traversé les frontières pour participer aux Festival des Arts et de la Culture de la SADC. En fait les festivals sont demeurés modestes et insignifiants pour les médias de la SADC, l'industrie touristique et les promoteurs culturels.

Le coût d'organisation de ces festivals est devenu trop lourd pour la plupart des états membres, tandis que l'idée de faciliter la participation du secteur privé pour financer les festivals n'a pas été bien articulée.

Au début des années 90, lorsque le comité des officiels dans le Secteur de la Culture et de l'Information de la SADC d'alors a débattu sur l'idée du Festival des Arts et de la Culture de la SADC, il existait de fortes opinions contre le fait que le festival soit organisé uniquement par les



Stephen Joel Chifunyise

départements des ministères de la culture.

Il semble que les efforts initiaux qui impliquent les artistes et leurs organisations nationales dans le développement de ces festivals est surtout devenu la responsabilité des gouvernements des états membres. Dans nombre de cas, l'état membre hôte ou les artistes et leurs organisations seuls sont engagés dans l'organisation des festivals et leur révision. Dans les états membres participants, il existe peu d'engagement de la part des artistes et de leurs organisations dans la sélection des participants et la production des programmes à présenter au festival.

Cet engagement médiocre des artistes et de leurs organisations dans

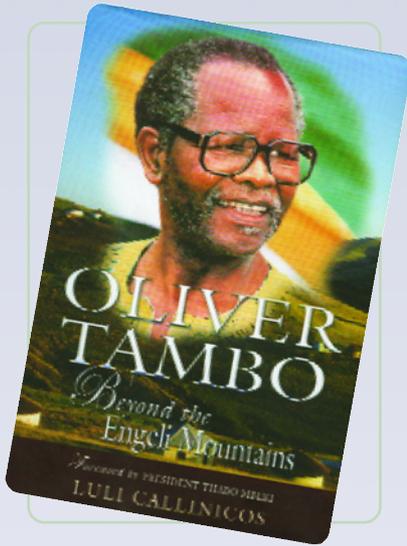
la planification et la révision du Festival des Arts et de la Culture de la SADC a été responsable de la manière plutôt bureaucratique et très centralisée dont cet événement est planifié et géré. Par conséquent, il est difficile pour les artistes de se considérer propriétaires de ces festivals.

Il n'existe pas de processus précis pour que les artistes influencent les gouvernements concernant le contenu et le format des festivals. La plupart des organisations nationales des arts deviennent actives quelques semaines avant la mise en place du festival.

Leur participation est souvent limitée à identifier les artistes participants. Même ce processus est souvent limité à quelques groupes urbains sélectionnés sans impliquer leur organisations nationales des arts pour la publicité de programmes créés pour les événements culturels régionaux.

Cependant, à bien des égards, la SADC a trouvé difficile de faire du Festival des Arts et de la Culture de la SADC une préoccupation importante des associations nationales des arts.

*L'auteur, Stephen Joel Chifunyise, est un dramaturge, expert en théâtre et ancien Secrétaire Permanent au Ministère de l'Éducation, du Sport et de la Culture du Zimbabwe et siègeait au comité d'organisation du Festival des Arts et de la Culture de la SADC*



CETTE BIOGRAPHIE tardive de l'architecte de la lutte pour la liberté et la démocratie en Afrique du Sud valait la peine d'attendre. C'est un aperçu accessible et compréhensif dans la vie d'Oliver Reginald Kaizana Tambo, basé sur les archives familiales et certains de ses mémoires compilés il y a plusieurs années.

"Une biographie est un genre qui n'est pas tout à fait historique ni tout à fait un roman," explique l'auteur, Luli Callinicos, et elle réussit à capturer cet autre pays, le passé et une vie particulière interne.

Président Thabo Mbeki, qui a étroitement travaillé avec Tambo durant leurs 30 années d'exil, le décrit comme "architecte clé de notre révolution qui a guidé la nation sud africaine à la veille de la liberté et de la démocratie." Mbeki écrit dans la Préface de l'ouvrage que "la vie et le caractère de Tambo sont une métaphore de notre combat."

O. R. Tambo a joué un rôle central dans le développement de l'ANC et la formulation de ses constitutions des années 40 aux années 80, plaçant le respect pour les droits de l'homme au centre de la politique de l'ANC. Il a mené l'ANC dans le combat en exil tandis que son partenaire légal et ami, Nelson Mandela, languissait à Robben Island, et il a organisé la déclaration d'Harare en 1989, carte routière des négociations pour abolir l'apartheid.

Tambo a vu le processus commencé et a réussi à rentrer chez lui en Afrique du Sud, mais a succombé à la maladie en avril 1993, à l'âge de 75 ans.

Grâce à certaines photographies très historiques et rares, beaucoup d'entre elles provenant de l'album de famille, cet ouvrage est un article de collectionneur.

Publié par David Philip Publishers, une édition de New Africa Books - Cape Town, 2005.

## Chronique des journées de Rome Négociations pour la paix au Mozambique

CECI est le premier compte rendu par un mozambicain des négociations de paix à Rome qui ont duré deux ans et produit un accord pour terminer la guerre au Mozambique. L'auteur, Tomas Vieira Mario, est un journaliste qui a couvert les débats du début à la fin, tenu un journal et développé une profonde compréhension de ce qui en est ressorti. L'accord de paix du 4 octobre 1992, a été signé par Alfonso Dhlakama, président des forces rebelles du

RENAMO et le négociateur en chef du gouvernement, Armando Emelio Guebuza, qui a été élu président du Mozambique en décembre 2004.

*Négociations de Paix du Mozambique - chronique des journées de Rome* publiées en portugais par le Centres pour les Etudes pour les Etudes Etrangères et Internationales (CEEI) de l'Institut Supérieur de Relations Internationales (ISRI), Maputo, 2005

## PUBLICATIONS

The Role of Regional Economic Communities in the Implementation of NEPAD: the Case of the Southern African Development Community  
Gaborone, Botswana, SADC, 2004  
14pp.

Ce document illustre la relation entre la SADC et le NEPAD dans le processus de développement de la région africaine. Parmi d'autres initiatives, les problèmes abordés incluent l'énergie, le transport, le tourisme, l'eau, l'agriculture, la santé, le VIH et SIDA, et l'environnement.

Disponible à la SADC P. Bag 0095, Gaborone, Botswana Registry@sadc.int  
Site web : www.sadc.int

Strategic Indicative Plan for the Organ on Politics, Defence and Security Cooperation (SIPO)  
Gaborone, Botswana, SADC, 2004  
85pp.

Ce document établit la structure et les buts pour créer un environnement politique et de sécurité pacifique et stable pour l'Afrique Australe. SIPO est tiré du Protocole sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité et le Pacte Mutuel pour la Défense.

Disponible à la SADC

Education in Exile: SOMAFSCO, the African National Congress School in Tanzania, 1978 to 1992  
Morrow, Sean; Maaba, Brown and Pulumani, Loyiso  
Cape Town, South Africa, HSRC, 2004  
232pp.

L'ouvrage contient les débats et difficultés dans le cadre de la formation des écoles en exil où la majorité des participants étaient loin de leurs familles et autres structures de soutien. Il examine le curriculum, les méthodes et philosophies d'apprentissage avec toutes leurs contradictions et paradoxes.

Disponible à HSRC Press, Human Sciences Research Council, P. Bag X0182, Cape Town, 8000 South Africa publishing@hsrc.ac.za  
Site web: www.hsrcpublishers.co.za

From Zaire to the Democratic Republic of the Congo  
Nzongola-Ntalaja, Georges  
Uppsala, Sweden, Nordic Africa Institute, 2004  
25pp.

Une examination de la situation politique et sociale en RDC depuis 1997. Etude également les perspectives d'une transition politique et sociale

réussie.

Disponible au Nordic Africa Institute, P.O. Box 1703 SE - 751 47, uppsala, Sweden nai@nai.uu.se  
Website : www.nai.uu.se

Namibia 2004: Millennium Development Goals  
Windhoek, Namibia, The National Planning Commission, 2004  
40pp.

Le rapport révisé le statut et les tendances en termes de progrès, les difficultés principales et les opportunités pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Il décrit les accomplissements de la Namibie jusqu'à nos jours pour parvenir aux ODM

Disponible au Bureau du Président, la Commission Nationale de Planification, le Bureau Gouvernemental du Parc. P Bag 133356, Windhoek, Namibia

Site web : www.gmnet.gov.na

Solemn Declaration on a Common African Defence and Security Policy  
Addis Ababa, Ethiopia, African Union, 2004  
33pp.

La déclaration met l'accent sur la nécessité d'une coopération étroite entre l'UA et les Organisations Internationales ainsi que Régionales.

Disponible à l'Union Africaine, PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia webmaster@africa-union.org  
Site web: www.africa-union.org

Techno-Hype or Info-Hope? Southern African Civil Society Tackles the World Summit on the Information Society (WSIS)

Armstrong, Chris  
Amsterdam, The Netherlands, Netherlands Institute for Southern Africa, 2004  
89pp.

Ce rapport enregistre certaines des activités précieuses de pression exécutées et les expériences rassemblées par les divers partenaires pendant la phase difficile et celle de Genève WSIS. Le but de ce rapport est de fournir un certain aperçu sur l'impact de ces activités sur le WSIS jusqu'à maintenant.

Disponible à : Netherlands Institute for Southern Africa, P.O. Box 10707, 100 ES Amsterdam, the Netherlands niza@niza.nl  
Site web www.niza.nl



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI  
Vol. 8 No. 1 avril 2005



**SADC AUJOURD'HUI** est produit en qualité de sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

**REDACTEUR**

Munetsi Madakufamba

**COMITE DE REDACTION**

Chengetai Madziwa, Bayano Valy,  
Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa,  
Chenai Mufanawejingo, Chipu Muvezwa,  
Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,  
Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

**CONSEILLERS A LA REDACTION**

Esther Kanaimba  
Responsable de l'Unité SADC de Communication d'Entreprise

Petronilla Ndebele  
Responsable de l'Information à la SADC

SADC AUJOURD'HUI est édité six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou de SARDC.

**CONCEPT & MISE EN PAGE**

Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**PHOTOS & ILLUSTRATIONS**

Toutes propriétés de la SADC excepté : 6, P Wade; 10, B Valy-SARDC excepté la deuxième à partir de la droite, Le Herald; 11 (gauche), Le Ministère de l'Information et de la Diffusion de la Namibie ; 16, Zambia Daily News

**EMISSION & IMPRESSION**  
DS Print Media, Afrique du Sud

**Abonnez vous aujourd'hui**

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en français.

Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

**CALENDRIER DES EVENEMENTS**

Avril 4-6 Ethiopie	Réunion Ministérielle de l' Union Africaine sur le Transport et les Objectifs de Développement pour le Millenium
8-9 Afrique du Sud	SADC- Forum VIH et SIDA des Rédacteurs de l'Afrique Australe et Atelier sur la Parité des Sexes (SAEF) Le but de la réunion est de développer des lignes directrices éthiques sur la rédaction de rapport sur le VIH et SIDA
6-10 Nigéria	Premier Sommet Africain de la Jeunesse sur la Globalisation Rassemblant les Jeunes Africains de tout le continent, activement responsables dans leurs ONG et IGO pour discuter à partir d'une large analyse de globalisation.
11 Afrique du Sud	Conférence Internationale sur le VIH et SIDA, la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. Organisée par l'Institut International de Recherche sur la Politique Alimentaire, la conférence fournit un forum pour les érudits et praticiens afin de partager recherche et expérience opérationnelle.
26-1/05 Zimbabwe	Festival International des Arts d'Harare Une célébration multi-culturelle des arts englobant le théâtre, les arts visuels, la danse et la musique originaire de tout le Zimbabwe, la région de l'Afrique Australe et ailleurs dans le monde.
28 Ile Maurice	Forum SADC/Inde Une interaction ministérielle entre la SADC et l'Inde basée sur un accord de partenariat conclu en 2003.
May 16-27 ONU, New York	Forum sur les Objectifs de Développement du Millénaire et les Populations Indigènes. Le forum se concentrera sur l'éradication de la pauvreté et la famine, et sur l'aboutissement vers une éducation primaire universelle.
17-19 Afrique du Sud	Exposition 2005 Export Africa La première exposition d'export multi-sectoriel présentant des exportateurs et fabricants de l'Afrique à des partenaires commerciaux potentiels du monde entier.
Juin 1-3 Afrique du Sud	Sommet Economique sur l'Afrique Organisé par le Forum Economique Mondial, le sommet rassemble le secteur privé, la société civile et les dirigeants politiques pour discuter des opportunités commerciales et d'investissement en Afrique.
1-15 Tanzanie	Formation des Genres sur la politique et le VIH et SIDA Le cours porte sur le renforcement des capacités au niveau supérieur des partenaires, décideurs et directeurs travaillant sur les problèmes de VIH et SIDA dans la région et sur les problèmes de parité des sexes et politique.
12-16 Qatar	Second Sommet du Sud Le sommet rassemble les Chefs d'Etat et de gouvernement de la plupart des nation en voie de développement, à Doha, Qatar pour discuter de la coopération Sud-Sud dans le commerce et l'investissement.
20-22 Lesotho	Jugement Régional sur les Prix SADC des Médias Afin de juger les inscriptions pour la compétition de 2005.
29-30 Malawi	Cinquième Réunion des Partenaires Consultatifs du Partenariat de l'Afrique Australe sur les Eaux Globales
Juillet 3-4 Lybie	Union Africaine – Cinquième Session Ordinaire de l'Assemblée Réunion annuelle des Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains.
6-8 Ecosse	Sommet du G8 Sous le présidence du Royaume Uni, le sommet portera sur les difficultés africaines et le changement de climat.
10-13 Canada	15ième Conférence Mondiale sur la Gestion des Désastres Les délégués étudieront les concepts et méthodes traditionnelles des gestion des désastres. Le thème est "l'Aspect Changeant de la Gestion de Désastre – Définir le Nouveau Normal " .

Les correspondances doivent être adressées à :

Le Rédacteur, SADC TODAY

SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe

Tél: 263 4 791141 Fax: 263 4 791271

sadctoday@ sardcnet

ou

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique

Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178

sardc@maputo.sardc.net

Information 21 Sites web

www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

**SADC AUJOURD'HUI** est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

25

ans de Développement Régional

1980-2005

## 25 ans de SADC – enraciné dans des liens historiques solides

LA COOPERATION ET l'intégration régionale en Afrique Australe doivent leurs origines à des facteurs historiques, économiques, politiques, sociaux et culturels qui ont créé des liens de solidarité et d'unité parmi les peuples de l'Afrique Australe.

Ces facteurs ont contribué à la formation d'une personnalité et identité distinctes du ressortissant de l'Afrique Australe qui définit la coopération politique et économique.

L'établissement officiel de structures qui promeut la coopération et l'intégration régionales a commencé sous l'initiative des Etats de la Ligne de Front, dont les membres originaux étaient le Botswana, la Tanzanie, et la Zambie. Cette initiative avait pour but initial : la libération politique de la région.

A partir de 1975, lorsque les ELF sont passés à cinq membres suite à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola, les dirigeants se sont régulièrement rencontrés pour coordonner leurs efforts, ressources et stratégies, en soutien aux mouvements de libération nationale de l'Afrique Australe qui se battaient contre le colonialisme, le racisme et l'autorité de la minorité blanche. Ils ont également été confrontés à la déstabilisation militaire et économique des états sous l'autorité de la majorité par l'Afrique du Sud de l'apartheid. L'intensification de la lutte sur les deux fronts a affermi les liens de solidarité et la nécessité d'une action collective.

La plupart des nations de l'Afrique Australe avaient accédé à l'indépendance depuis 1980, mais contre un contexte de pauvreté causé par les politiques coloniales économiques qui favorisaient la minorité, une infrastructure économique endommagée, et la menace des nations voisines puissantes et hostiles sous l'autorité de la minorité blanche. Ainsi, les dirigeants ont été témoins de la promotion du développement économique et social grâce à la coopération et l'intégration comme phase suivante logique après l'indépendance politique.

Par conséquent, sur la base des résultats de la Conférence d'Arusha en juillet 1979 qui a convenu d'une stratégie pour lancer la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC), les neuf états sous l'autorité de la majorité – l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe bientôt indépendant – se sont réunis au niveau du Sommet en avril 1980 à Lusaka, et déclaré leur engagement à poursuivre des politiques visant à la libération économique sur la base d'un développement durable, intégré de leurs économies.

Le Sommet a adopté la Déclaration de Lusaka intitulé, "Afrique Australe : Vers la Libération Economique".

## La SADC célèbre son Jubilé d'argent

Après 25 ans d'existence, la SADC célèbre une personnalité et identité distincte de l'Afrique Australe qui définit la coopération économique, politique et sociale, qui sont le centre de l'accomplissement des objectifs de la région.

"Pendant ces 25 années passées, la SADC a entrepris de créer un dynamisme qui a donné naissance à un sens d'appartenance régionale et d'unité pour les populations de la région, déclare un message du Président de la SADC, Premier Ministre Paul Bérénger de l'Ile Maurice, pour marquer l'occasion.



Avril 1980, les présidents Kenneth Kaunda, Ketumile Masire et Julius Nyerere avec le Premier Ministre désigné du Zimbabwe, Robert Mugabe, lors du Sommet fondateur de la SADCC à Lusaka.

## Jours Fériés dans la SADC Mai – Juillet 2005

1er mai	Fête du travail	Tous
2 mai	Jour férié	Malawi, Zambie, Zimbabwe
2 mai	Journée Maulid (sujette à la lune)	Tanzanie
5 mai		Journée de l'Ascension Botswana, Lesotho, Swaziland, Namibie
17 mai	Journée de la Libération	RDC
25 mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zambie, Zimbabwe
1er juin	Journée Internationale de l'Enfant	Angola
14 juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
24 juin	Journée du pêcheur	RDC
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1er juillet	Journée Sir Seretse Khama	Botswana
4 juillet	Journée des héros	Zambie
5 juillet	Journée de l'Unité	Zambie
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Saba Saba	Tanzanie
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
18 juillet	Journée du Président	Botswana
19 juillet	Jour férié	Botswana
22 juillet	Jour férié	Swaziland

Un future partagé au sein d'une communauté régionales